

**12 mars 1966, Montréal**

**Chambre de commerce des Jeunes**

Il y a deux ou trois ans, on pouvait lire dans plusieurs des grands journaux et des grands magazines du Canada, des États-Unis et même de l'Europe des articles qui, fréquemment, traitaient de ce qu'on a alors commencé à appeler « la révolution tranquille ». On s'en tenait surtout aux aspects les plus spectaculaires du changement qui se manifestait au Québec, et on approfondissait assez peu la nature de ce changement ou de ses causes. Aujourd'hui, l'intérêt envers le Québec demeure, mais il va sous la surface. On essaie maintenant de comprendre pourquoi le Québec évolue comme il le fait présentement. On se demande pourquoi ce mouvement se produit maintenant et pourquoi on n'en a pas été témoin avant. On s'interroge sur la durée prévisible du dynamisme dont nous donnons quotidiennement des preuves. Souvent on s'étonne même de la continuation au cours des années d'un phénomène qu'on avait cru essentiellement éphémère. Et l'on cherche des raisons, des explications. On fait des extrapolations et l'on essaie de voir ce que sera le Québec de l'avenir. Ce sont tous là des sujets qui intéressent au plus haut point l'homme public. Il se pose les mêmes questions et essaie d'y apporter des réponses. Il le fait cependant moins – et c'est normal – en vue d'une connaissance théorique, que pour réussir à bien établir les problèmes qu'il aura à résoudre. Il veut comprendre la réalité non seulement pour l'expliquer, mais pour agir sur elle dans la mesure de ses moyens et des responsabilités qu'on lui confie. Quand on sait d'où on vient, quand on connaît les influences qui agissent sur nous, il est plus facile de voir où on peut aller, où on doit aller et comment s'y vendre. L'évolution actuelle du Québec s'explique, à mon sens, par l'action simultanée de plusieurs facteurs qui n'ont jamais, dans le passé, agi ensemble. Un de ces facteurs existe depuis les débuts de notre histoire; les autres, je crois, sont récents.

Le peuple canadien-français du Québec forme une société dans le sens le plus complet du terme. Il constitue un groupe humain homogène, de la même origine, marqué par la même histoire, orienté vers les mêmes objectifs généraux et possédant ses propres institutions. En somme, notre peuple jouit d'une communauté de langue, d'origine, d'histoire et d'aspirations. Et cette communauté a commencé à exister avant que ne prenne naissance la confédération canadienne elle-même.

Il n'y a pas, de la même manière qu'il existe une société québécoise, de société ontarienne ou de société albertaine. Chaque province du Canada a certes ses traits particuliers: aucune n'est identique aux autres. Aucune cependant n'est aussi différente de toutes les autres que le Québec. Ceux qui ne voient, dans les attitudes actuelles du Québec, qu'une manifestation d'esprit de clocher se trompent sur le sens de nos gestes et ne comprennent surtout pas les caractéristiques humaines fondamentales du Québec.

En insistant sur le fait que le peuple canadien-français du Québec forme une « société », je tiens seulement compte d'une réalité évidente et je n'invente rien. Je ne fais que dégager un phénomène qui nous influence depuis toujours et dont se rend vite compte tout observateur de l'extérieur.

Ce caractère de « société » que l'on retrouve dans le Québec est le premier facteur dont je veux parler. Il est probablement l'élément le plus important à connaître pour bien se pénétrer de ce qui se passe chez nous aujourd'hui. Sans lui, tous les autres facteurs ne joueraient pas de la même façon. Ces derniers ne sont pas aussi immédiatement évidents, mais leur présence est déterminante.

Non seulement, comme je le disais il y a un instant, le peuple du Québec dans son ensemble possède-t-il les mêmes aspirations fondamentales, mais il a acquis une nouvelle conception de ses objectifs traditionnels et il en a fait de nouveaux objectifs qui à leur tour constituent une sorte de commun dénominateur. Je dis qu'il s'agit d'objectifs nouveaux car s'ils existaient de façon latente auparavant, ils sont maintenant vus sous une lumière différente et revêtent un attrait d'autant plus grand. Je dis qu'ils constituent une sorte de commun dénominateur car ils ne sont pas seulement les buts d'une petite élite aristocratique mais bien ceux de l'ensemble de notre population qui y souscrit entièrement.

Essentiellement, notre peuple a toujours recherché deux choses: un niveau de vie comparable à celui des nations développées, et un épanouissement culturel qui lui permette d'être lui-même, dans le respect de sa langue, de sa culture et de ses institutions propres. Je reconnais qu'on pourrait en dire autant de toutes les nations du monde. Cependant, et c'est ce qui est nouveau chez nous, ces deux objectifs, l'affirmation économique et l'épanouissement culturel, apparaissent maintenant comme intimement liés. Personne ne croit plus qu'il soit nécessaire de sacrifier l'un pour obtenir l'autre. Pendant longtemps, on a opposé l'épanouissement culturel à l'affirmation économique, comme si l'un devait se faire au détriment de l'autre. On laissait entendre que les cheminées d'usines ou les entreprises financières nous feraient perdre nos caractéristiques culturelles, ou bien encore que le maintien de notre langue, de notre foi et de notre culture devait, de par la « volonté divine », prendre le pas sur des préoccupations matérialistes comme l'activité économique ou financière. Ce faux dilemme est maintenant écarté. Sophistes sincères, mais sophistes quand même, ceux qui l'avaient inventé avaient confondu « volonté divine » avec « mythologie » collectives. Les conflits que créait cette confusion n'ont plus aujourd'hui de prise. Toute une énergie nouvelle se trouve ainsi dégagée car elle n'a plus, devant elle, les obstacles psychologiques que nous dressions de génération en génération. En brisant ce faux dilemme, nous n'avons pas, comme certains aiment à le dire, rompu avec les valeurs du passé; nous avons plutôt noué connaissance avec celles de l'avenir. Nous croyons avoir été plus fidèles à nous-mêmes en voulant maîtriser les éléments qui agissent sur nous qu'en continuant de nous laisser séduire ou bercer par une sorte de rationalisation stérilisante de notre état traditionnel d'infériorité économique et de notre statu quo culturel.

À la contemplation résignée de notre impuissance, nous avons substitué une volonté d'affirmation qui est sans précédent dans notre histoire. On dit souvent que les Canadiens français font, depuis deux cents ans, le même rêve. On sait qu'en psychologie le rêve qui revient sans cesse est particulièrement symptomatique et révélateur. Aujourd'hui, ce rêve est en voie de devenir une réalité. Bien entendu, il ne se concrétisera pas du jour au lendemain. Il n'aura pas non plus ce caractère idéal, absolu et idyllique qu'entrevoyaient les générations qui nous ont précédés. Il se réalisera plutôt dans l'ordre, la paix et la justice, dans le respect des droits de tous et avec l'apport de chacun. Mais jamais auparavant nous

n'avons manifesté l'esprit de décision, d'innovation et d'affirmation qui marque aujourd'hui notre communauté, ou plutôt, je devrais dire notre société.

Vous croirez peut-être que je simplifie et que j'exagère. Il est bien possible que je simplifie, mais c'est inévitable. Cependant, je n'exagère rien. Il y a aujourd'hui chez nous une volonté collective, axée sur des objectifs précis que nous rechercherions vainement dans tous nos manuels d'histoire.

Je n'en veux personnellement pour preuve que ce souci, chez notre population, d'utiliser des moyens d'action vraiment efficaces pour atteindre ses objectifs. Certains ont vu, dans cette préoccupation, l'infiltration dans notre société de je ne sais quel pragmatisme étranger à notre milieu, pragmatisme que me reprochent des gens très près de moi qui siègent en face de moi comme question de fait. Je crois qu'on se méprend sérieusement si l'on pense que nous pouvons atteindre les objectifs auxquels nous songeons depuis des décennies autrement qu'en agissant sur la réalité qui nous entoure. En d'autres termes, nous devons améliorer les moyens matériels que nous avons déjà à notre disposition; nous devons sans hésitation en créer de nouveaux là où il nous en manque. Il ne servirait vraiment pas à grand-chose de nous contenter d'énoncer nos droits quels qu'ils soient. Nous l'avons fait pendant trop longtemps, par des déclarations patriotardes ou sentimentales, pour ne pas savoir combien peu d'effet elles ont eu. J'admets qu'il est nécessaire de défendre nos droits. Cependant, dans le monde où nous vivons – et je ne parle pas seulement du monde canadien, mais de l'ensemble nord-américain – la meilleure façon de défendre nos droits est moins d'en parler que de poser les gestes voulus. On peut regretter qu'il n'en soit pas autrement, mais à moins de nous transporter en bloc sur une autre planète sur je ne sais quel tapis magique, nous devons accepter de résoudre les problèmes que nous avons dans le monde où nous sommes et non pas chercher à contourner les difficultés que nous aimerions combattre dans un monde où nous rêverions de vivre.

Un dernier facteur – mais non un des moindres – est la participation active du gouvernement du Québec à l'œuvre qu'a entreprise notre peuple. Il faut reconnaître aujourd'hui l'apport que représente le levier collectif qu'est le gouvernement. Je ne veux pas ici me lancer dans une discussion politique. Je désire seulement, et bien objectivement, souligner que jamais dans le passé, malgré toutes les déclarations officielles à l'effet contraire, le gouvernement du Québec n'a accepté consciemment, comme il le fait aujourd'hui, de jouer un rôle aussi vital. Souvent, quelques-uns des facteurs que j'ai mentionnés, commençaient à se manifester. Mais le gouvernement était le premier à indiquer qu'il ne fallait ni aller trop vite, ni aller trop loin. « Sois sage, ô mon peuple », avait l'air de dire constamment ce [« Big Brother »], « Ne te fais remarquer que par ta soumission ». Le gouvernement servait alors de frein à un élan en puissance, plutôt que de guide à un mouvement. Ce rôle de guide, le gouvernement le joue aujourd'hui. C'est peut-être la première fois que cela se produit de façon aussi consciente et il vaut la peine de le remarquer. Combien d'entre vous se sont déjà dit: « Ce qui frappe actuellement c'est que le gouvernement du Québec lui-même va de l'avant »? Ceux qui éprouvent le besoin de faire une telle réflexion démontrent, par cette réflexion elle-même, qu'il s'agit là d'un phénomène nouveau chez nous. Pendant des années, la machine gouvernementale a été le roc sur lequel se sont brisés bien des espoirs. Aujourd'hui, au contraire, c'est là que certains espoirs naissent. Il y a là tout un monde de différence et, vous

comprendrez que, comme chef de ce gouvernement, je ne peux m'empêcher d'y faire allusion.

En somme, certains facteurs exercent actuellement ensemble leur influence sur le Québec. Ils n'ont jamais été réunis de cette façon auparavant car si notre peuple a toujours constitué une société, il lui manquait ou bien une perception réaliste de ses objectifs naturels, ou bien une volonté agissante d'affirmation, ou bien un souci quotidien de l'efficacité, ou bien un gouvernement pour jouer pleinement son rôle de levier ou même plusieurs de ces facteurs à la fois. Aujourd'hui, ils sont tous simultanément présents. Une telle combinaison – il ne faut pas s'en étonner – fournit un dynamisme extraordinaire à l'évolution actuelle du Québec. Elle montre aussi combien se font illusion ceux qui croient que le mouvement actuel n'est qu'une bouffée éphémère ou accidentelle de nationalisme verbal. Le mouvement qui nous anime est donc profond. Il est même irrésistible dans la mesure, comme c'est le cas maintenant, où il reçoit l'appui de toute notre population.

Je pense qu'on peut rendre compte de tout ce qui se passe au Québec et détruire bien des contradictions beaucoup plus apparentes que réelles si l'on se réfère à l'action concurrente des divers facteurs que j'ai mentionnés. Pour être entièrement réaliste, il ne suffit cependant pas d'expliquer, comme je viens de le faire, pourquoi les choses se déroulent comme elles le font présentement. Il faut aussi poser clairement les problèmes que nous avons encore à résoudre. Ceux-ci sont nombreux et je n'ai pas l'intention de les passer tous en revue. Je veux seulement m'arrêter brièvement à quelques-uns d'entre eux. Je crois que la population du Québec, qui aspire à un mode de vie démocratique, a le droit d'être informée de ces problèmes et le devoir de participer à leur solution.

Notre première difficulté est de bien nous faire comprendre. Je ne veux pas seulement dire qu'il est essentiel que le gouvernement fédéral saisisse nos points de vue, mais aussi et surtout que partout au Canada et dans les autres pays on ait une image de nous qui soit conforme à la réalité. Autrement, tous les malentendus sont possibles et les vieux clichés continuent de hanter les conversations. Aujourd'hui, par exemple, on ne peut plus vraiment juger d'une situation en fonction seulement de la gauche ou de la droite, du séparatisme ou du fédéralisme. Les mots ne comptent pas tellement – ce qui importe c'est de s'employer à corriger, le cas échéant, l'idée erronée qu'on peut se faire de nous en substituant aux qualificatifs périmés des notions plus exactes. Cette tâche n'appartient pas seulement aux ministres du gouvernement du Québec; chaque citoyen québécois qui entre en contact avec des Canadiens des autres provinces ou avec des ressortissants d'autres pays a en quelque sorte, à ce sujet, un rôle d'ambassadeur.

Si, d'un côté, les autres doivent comprendre qui nous sommes vraiment, nous devons nous-mêmes nous habituer à l'évolution qui se produit dans nos propres institutions, par exemple dans notre gouvernement lui-même. En effet, un des aspects les plus remarquables, mais peut-être le moins remarqué, de notre « révolution tranquille » est le fait que notre gouvernement soit devenu un instrument au service de notre collectivité tout entière. Pendant des décennies, chaque ministère a plus ou moins joué le rôle d'une officine gouvernementale à la remorque ou à la défense d'intérêts particuliers. Aujourd'hui au contraire, chaque ministère s'efforce, dans un secteur d'activités donné, de servir toute la

population non pas contre les intérêts particuliers, mais au-delà de ceux-ci. Cette tendance est de plus en plus marquée, mais elle n'est pas encore acceptée partout. Nous devons être vigilants à cet égard et maintenir cette attitude positive car elle est une des conditions essentielles à l'avènement d'une réelle démocratie.

Notre concept traditionnel de démocratie est lui-même en train d'évoluer. Nous ne vivons plus dans un monde où l'individu était, seul, face à l'État. Plus précisément, la démocratie ne peut plus aujourd'hui s'axer seulement sur l'individu. L'émergence, dans notre société, de corps intermédiaires actifs change les perspectives de l'exercice du pouvoir. Les personnes s'expriment maintenant à travers les associations et les organismes dont elles font partie. La démocratie politique se manifeste autant au niveau du gouvernement lui-même qu'à celui des groupes qui peuvent influencer les politiques du gouvernement. Il en découle une responsabilité que plusieurs citoyens n'attendaient pas et que tous ne comprennent pas encore. Le groupe ne doit plus être le perroquet inconscient et docile d'intérêts particuliers qui réussissent à le manipuler; il ne peut pas non plus se contenter d'agir comme instrument irresponsable de pression sur le gouvernement. Les corps intermédiaires ont acquis une force inattendue; ils ont le devoir d'apprendre à s'en servir avec réalisme, sans la gaspiller, sans la perdre dans des sentiers stériles. Pour résumer ma pensée, je dirais que nous avons dépassé la période du trop facile « attendu que » pour entrer dans celle, plus difficile, du mémoire documenté, sérieux et utile.

Je m'en suis tenu à quelques problèmes de notre vie politique. Évidemment, il y en a tellement d'autres de nature économique, sociale ou constitutionnelle. J'ai eu l'occasion d'en parler en d'autres circonstances et je sais que j'y reviendrai. Il m'a toutefois paru important d'attirer votre attention sur des questions auxquelles on pense assez rarement. Je vous en parle à vous, qui appartenez à un mouvement de jeunes, non pas parce que je veux vous faire croire que vous réussirez vous-mêmes à résoudre ce genre de difficultés par votre seule bonne volonté, mais parce que, comme toute la jeunesse québécoise, vous voulez collaborer à leur solution.

Aujourd'hui – et je vous convie à cette grande tâche – nous édifions au Québec une société nouvelle. L'entreprise est loin d'être aisée, mais nous avons comme jamais auparavant, toutes les chances de succès de notre côté. Il nous suffit, non pas de les saisir – c'est déjà fait – mais de les développer.

De cette façon, le Québec finira par se donner tous les outils nécessaires pour assumer, au Canada, une place nouvelle qui rendra possible la satisfaction des aspirations de sa population en même temps qu'elle fournira au pays tout entier l'apport d'une société qui ne demande pas mieux que de collaborer aux tâches communes dans le respect entier de ses droits et de ceux des autres.